Motion de la Municipalité de Fleury-Mérogis Conseil municipal du lundi 29 juin 2020

« Refusons le retour à l'anormal dans nos hôpitaux !

La Municipalité de Fleury-Mérogis est solidaire du mouvement des personnels de santé pour la défense de l'hôpital public »

La crise sanitaire liée au covid-19 a mis en lumière l'état déplorable dans lequel se trouvait depuis déjà bien longtemps l'hôpital public. Malgré le manque de moyens criant mis à leur disposition, les personnels de santé – médecins, infirmiers, aide-soignants - ont été héroïques dans la lutte contre l'épidémie. Ils ont su déployer des efforts colossaux pour soigner les malades et sauver le maximum de vies. Ils contribuent de l'honneur et la grandeur du service public.

Cette crise sans précédent aura démontré qu'il n'est plus possible de gérer nos services publics et notamment nos hôpitaux comme des entreprises. La santé n'est pas un bien marchand qui obéirait à des logiques de rentabilité. Aujourd'hui, nous subissons les conséquences de tous les choix politiques désastreux qui ont désarmé et fragilisé l'hôpital public ces trente dernières années. Pour réussir « l'après-covid 19 », il nous faudra marquer une véritable rupture avec les vieilles recettes libérales qui ont causé tant de dégâts et de souffrances dans la prise en charge des patients. Il y a urgence à agir car dans l'éventualité d'une deuxième vague épidémique, il n'est pas certain que les personnels de santé, en dépit de leur abnégation, puissent se mobiliser avec autant d'énergies.

C'est pourquoi, le conseil municipal de Fleury-Mérogis tient à affirmer sa solidarité pleine et entière à la bataille engagée pour la défense de l'hôpital public et du droit à la santé pour tous.

Après l'épreuve douloureuse que nous venons de vivre ces trois derniers mois, nos concitoyens attendent du Gouvernement des gestes forts pour améliorer sensiblement l'accès aux soins tels que :

- Un plan de recrutement massif en personnels pour mieux soigner et prendre en charge les patients.
- La création d'hôpitaux de proximité et l'abandon du modèle des grands centres hospitaliers couvrant de vastes zones géographiques.
- La fin du verrou de l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie qui empêche de répondre efficacement aux besoins de la population en matière de santé.

Dans son allocution aux Français le 13 avril dernier, le Président de la République avait reconnu les limites du « tout marché » et de l'argent-roi. Le temps est maintenant venu de passer des discours aux actes.